

## «Sergipe n'est pas une île»

Etat des lieux de la lutte pour la terre dans l'Etat de Sergipe et au Brésil, avec José (Zê) Roberto, membre de la direction nationale du MST, habitant depuis 22 ans l'*assentamento* Ivan Ribeira, situé dans le village de Japaratuba (Région Nord de Sergipe). Lire l'interview <sup>1</sup>.

### Combien y a-t-il de sans-terre dans l'Etat de Sergipe ?

Sur une population d'un peu plus de deux millions d'habitant-e-s, 700 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Et 100 000 travailleurs ruraux sont sans terre. Des politiques d'assistance ne peuvent résoudre ce problème. Il faut des changements structurels. Seule la répartition de la propriété de la terre peuvent éliminer la pauvreté. Car la concentration de la terre et des revenus sont les principales causes de la misère dans notre Etat.

### Quelle est la situation dans les campagnes de Sergipe ?

L'Etat de Sergipe n'est pas une île. Le développement du capital n'est pas local, il est internationalisé. Et c'est dans ce cadre que nous pouvons percevoir le développement de l'agrobusiness dans notre Etat. Il avance très vite, et prépare des conséquences sociales et environnementales incalculables. Dans la région Nord de l'Etat, c'est la canne-à-sucre qui se développe, contrôlée par de grands propriétaires et des entreprises; dans la région Agreste/Sertão, c'est le développement du maïs et l'introduction du maïs transgénique par les entreprises transnationales Dupont et Cargill – nous ne pensions pas que cela se ferait si rapidement. Dans d'autres régions, l'extraction de minéraux (potassium, fer, etc.) avance, menée notamment par l'entreprise transnationale Vale. Dans d'autres régions, ce sont les monocultures de l'eucalyptus et du tabac qui font leurs premiers pas. La force de l'agrobusiness est très grande dans notre Etat: il exerce son influence sur le gouvernement, le pouvoir judiciaire – qui est plus rapide à nous expulser quand nous occupons ces territoires –, sur les médias aussi. Les dégâts écologiques vont augmenter, car la monoculture de canne à sucre et de maïs consomme au minimum six litres de produits agro-toxiques par hectare.

### Quelles sont les conséquences pour les travailleurs sans-terre?

Notre lutte va être toujours plus difficile. Nous n'avons jamais eu, dans l'histoire de Sergipe, une unité aussi forte de tous les pouvoirs pour appuyer le développement capitaliste dans l'agriculture. Cela rend plus difficile la lutte pour la terre. La plus grande partie des terres destinées à la monoculture sont louées ou achetées pour les entreprises de l'agrobusiness: elles louent les terres pour une durée de 10-15 ans, et les agriculteurs de grande ou moyenne taille qui vendent ou louent ces terres font une bonne affaire. Du coup, quand nous luttons pour ces terres, nous ne luttons plus contre le grand propriétaire terrien, mais contre une entreprise transnationale.

### Que peut faire leMST face à cette avancée de l'agrobusiness ?

Je pense que, dans cette période nouvelle, le MST doit changer sa méthode de lutte. Nous avons eu, jusqu'à présent, une méthode qui a été souvent victorieuse: celle de l'occupation de terres.

---

<sup>1</sup> Interview réalisée le 15 décembre 2012, dans l'*assentamento* Queissamã (Sergipe). Traduction du blog amisdessansterre.

Aujourd'hui nous devons bien sûr conserver cet outil indispensable. Mais nous devons aussi mener une discussion large avec les familles sans-terre sur la manière d'affronter cette nouvelle conjoncture et, plus largement, mener un débat sur ce développement de l'agro-business avec la population qui en fait les frais : les salarié-e-s au chômage, les consommateurs, etc.

Nous ne pouvons pas avancer sans convaincre une part importante de la population – en plus des sans-terre – que la réforme agraire est une alternative viable au projet de l'agro-business. Car la société n'arrive pas encore à mesurer les conséquences sociales et écologiques du développement de l'agro-business. Ce manque de compréhension rend plus difficile une réaction. C'est notre tâche aujourd'hui : démontrer que ce modèle n'est pas bon pour la majorité de la population, afin que cette dernière appuie notre lutte pour la réforme agraire et la redistribution des terres aux petits agriculteurs.

Notre Etat est un des Etats du Nord-est qui a le plus développé l'agriculture paysanne : près de 80% de ce qui est produit et arrive sur le marché vient de la petite agriculture. Ce sont des données importantes, qui nous aideront à convaincre la population.

### **2012 sera une année de grand débat pour les sans-terre...**

C'est un de nos principaux défis. Le MST est né [en 1984] quand l'économie était en recul : il y avait beaucoup de chômage, et les familles, principalement sans-terre, cherchaient dans le MST une solution à leurs problèmes. Depuis les années 2000, l'économie s'est développée, et en parallèle le gouvernement a mené des politiques d'assistance, pour décourager les luttes. Cela a rendu plus difficile la lutte pour la terre. Mais la croissance n'a pas donné du travail à tout le monde, ni résolu le problème des sans-terre et de la classe travailleuse, qui vont reprendre la lutte. C'est ce que nous croyons. C'est dans ce sens que le MST fait aujourd'hui une auto-critique, évaluant la conjoncture, re-planifiant ses actions, pour que le mouvement arrive à affronter cette nouvelle étape de lutte contre le projet capitaliste au Brésil avec plus d'efficacité.

### **Dans cette conjoncture, quel a été le rôle des gouvernements Dilma et Lula ?**

De mon point de vue, ils ont été les pires gouvernements au niveau de la réforme agraire. Cette année, il n'y a eu quasiment aucune désappropriation de terres dans le pays. Alors que Dilma Rousseff n'est pas une présidente qui tombe du ciel. Elle avait un poste clé dans le gouvernement Lula. Pourquoi ce recul ? Parce qu'ils pensent que ce modèle économique est bon. Ils ont abandonné le rêve de la réforme agraire. C'est donc le rôle du MST de faire pression. Pour nous, cela a été une grande erreur de croire que ces gouvernements allaient réaliser la réforme agraire. Cette réforme agraire ne sera réalisée que par une large mobilisation de la société.